

Avis adopté

Séance plénière du 13 juin 2023

Développement *solidaire* et lutte contre les *inégalités* mondiales :
se donner les moyens d’agir

Déclaration du groupe des Outre-mer

Le monde est en pleine ébullition. Les pays qui seront les plus rapidement et les plus durement impactés par la succession de crises sont et seront les pays les plus pauvres. En dépit de mobilisations fortes et massives de la communauté internationale, ces pays risquent de subir encore une double peine. Dans cet effort collectif, la France doit être un acteur majeur de la solidarité internationale et ce en tant que pourvoyeur mondial d’aide au développement. Le rôle de notre pays est d’autant plus important qu’il a l’avantage géopolitique d’un déploiement sur trois Océans. Oui, il faut le redire, la France n’est pas qu’hexagonale mais elle est surtout archipélagique.

En effet, les Outre-mer sont autant d’avant-postes dispersés sur les trois océans à proximité directe des pays bénéficiaires des aides au développement. Les territoires ultramarins qui entretiennent souvent des relations culturelles et historiques avec des pays d’Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique doivent davantage servir de point d’appui à la fois pour le déploiement de l’aide au développement que pour l’expansion des politiques de coopération régionale.

Développer des programmes de partenariats et de développement en fléchant des financements ciblés dans les zones géographiques proches des Outre-Mer aurait alors des effets bénéfiques réciproques. Comme l’exprime singulièrement le Groupe des Outre-mer, les Gouvernements successifs accordent une trop faible importance au rôle des acteurs ultramarins dans les politiques de développement.

La participation des Outre-mer dans la politique française d’aide au développement constitue aussi un levier indispensable pour leur propre développement et pour la garantie sanitaire et juridique qu’ils apportent du fait de leur statut de territoire français et européen.

Au-delà du seul sujet de financement, nous attachons de l’importance à ce que la France suggère de mobiliser l’ensemble de ces territoires en particulier ceux des Outre-mer dans la mise en place de sa stratégie d’aide au développement au sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial.

Mais comment recourir à nos territoires ultramarins lorsque ces collectivités ne sont représentées dans aucune instance en charge des politiques de développement solidaires.

A nos yeux, la coopération française au service d’un développement plus solidaire exige aussi un peu de coopération franco-française avec les Outre-mer.

Les préconisations de cet avis ne peuvent pas mieux s’inscrire dans le calendrier international à la veille du sommet de Paris.

Le Groupe des Outre-mer a voté l’avis.